

POLITIQUE DE VOTE

1. Contexte et objectifs

Conformément aux articles 319-31 et 321-132 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la société de gestion Financière ARBEVEL présente, dans ce document, la politique qu'elle entend exercer pour l'utilisation des droits de vote attachés aux titres des OPCVM et FIA dont elle assure la gestion.

A la date de rédaction du présent document, les OPCVM et FIA gérés par Financière ARBEVEL susceptibles de détenir des titres auxquels sont rattachés des droits de vote sont les suivants :

- PLUVALCA FRANCE SMALL CAPS
- PLUVALCA ALLCAPS
- PLUVALCA EVOLUTION EUROPE
- PLUVALCA INITIATIVES PME
- PLUVALCA BIOTECH
- PLUVALCA DISRUPTIVE OPPORTUNITIES
- PLUVALCA EUROPE SMALL CAPS
- PLUVALCA ELIXIR
- CLUB FRANCE SMALL CAPS
- PROCYON
- SPIRALE

Cette politique s'appliquera à tous les OPCVM et FIA qui seront créés après la date de rédaction du présent document.

2. Organisation

2.1. Organisation au sein de Financière ARBEVEL

La société de gestion a recours aux services d'un *proxy advisor* (agence en conseil de vote) : ISS Governance. Ce prestataire fournit un service d'aide à la décision de vote aux gérants de Financière ARBEVEL en mettant à sa disposition :

- Une analyse des résolutions soumises au vote des actionnaires ;
- Une plateforme dédiée permettant à la société de gestion d'instruire son vote auprès de l'émetteur.

Les gérants de Financière ARBEVEL procèdent à l'analyse des résolutions puis au vote de ces dernières conformément aux principes internes retenus. Le vote des résolutions soumises aux actionnaires est effectué en toute indépendance, l'étude fournie par le *proxy advisor* de la société de gestion n'étant qu'une base de réflexion interne. L'ensemble des votes exercé fait l'objet d'un archivage électronique.

La société de gestion publie annuellement sur son site internet dans les quatre mois suivant la clôture de son exercice un rapport sur l'exercice des droits de vote conformément aux articles 319-22 et 321-133 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

2.2. Principes retenus pour l'exercice des droits de vote

Le principe général retenu par Financière ARBEVEL consiste à exercer les droits de vote attachés aux titres détenus uniquement si le critère suivant est respecté : détention par l'intermédiaire de l'ensemble des OPCVM et FIA gérés d'au moins 0,25% du capital ou des droits de vote de l'émetteur.

Ce pourcentage est calculé sur le nombre total d'actions en circulation. En effet, en deçà de 0,25%, la société de gestion estime ne pas être en capacité d'exercer ses droits de vote de façon significative et influente.

2.3. Principes retenus lors de la participation aux votes

La gestion telle qu'elle est exercée par Financière ARBEVEL consiste en une sélection rigoureuse de valeurs. La sélection est réalisée après une analyse fondamentale de chaque dossier par l'équipe de gestion.

L'équipe de gestion recueille et tient à jour un maximum d'informations sur les sociétés suivies, celles-ci provenant de rencontres avec les entreprises, de l'ensemble des publications des sociétés ainsi que des informations en provenance de la presse professionnelle, des bases de données financières et des analyses réalisées par les sociétés de bourse.

Les décisions d'investissement dépendent essentiellement de l'importance du potentiel d'appréciation mesurée par l'écart entre le cours actuel et le cours objectif ainsi que du niveau de risque de l'investissement.

Résulte de ces principes de gestion, une confiance dans le management des sociétés sélectionnées. En conséquence, les décisions entraînant une modification des statuts, l'approbation des comptes et l'affectation du résultat, la nomination et la révocation des organes sociaux ou encore la désignation des contrôleurs légaux des comptes, sont autant de résolutions généralement acceptées par les gérants et les analystes de Financière ARBEVEL. C'est également le cas de l'approbation de conventions réglementées, à condition que leur contenu soit clairement présenté et conforme aux règles de bonne gouvernance.

Le principe fondamental est celui de la préservation, dans les meilleures conditions possibles, de l'intérêt des souscripteurs et donc de façon générale des actionnaires minoritaires. Ceci signifie que toute résolution ayant pour objet de défavoriser ceux-ci ou de diminuer la valeur des actifs détenus par eux sera rejetée.

En pratique, les résolutions portant sur les programmes d'émission et de rachat de titres en capital, dont l'approbation entraînerait une relation ou une baisse relative de la valeur des actions détenues ne sont pas approuvées, tel est le cas :

- Des émissions d'actions sans droit préférentiel de souscription pour les personnes déjà actionnaires ;
- Des augmentations de capital en cas d'OPA et toutes autres mesures anti OPA ;
- Et des émissions de bons de souscriptions d'actions ou tout autre titre donnant accès au capital au profit exclusif d'une catégorie d'actionnaires.

2.4. Prévention des conflits d'intérêts

Dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille pour compte de tiers, Financière ARBEVEL met en œuvre un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts. Ce dispositif se traduit notamment par l'identification des conflits d'intérêts potentiels dans une cartographie dédiée.

Ainsi, la société de gestion n'exerce aucune fonction de gestion ou de conseil en faveur de sociétés cotées dont elle pourrait être actionnaire. Si un tel cas, extrêmement peu probable, se présentait, Financière ARBEVEL, par l'intermédiaire de son Président et de son Directeur Général, s'assurerait que ses missions ne puissent en aucun cas influencer sur sa liberté en matière d'exercice de droits de vote.

2.5. Mode d'exercice des droits de vote

Le vote des résolutions soumises par les émetteurs sont majoritairement assurés par correspondance via la plateforme dédiée mise à disposition par son prestataire ISS.

Toutefois, les gérants de la société de gestion peuvent également participer physiquement aux assemblées des actionnaires ou encore donner pouvoir au Président de la société émettrice.

Politique mise à jour en janvier 2019.